CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 57.007/AG
du 24 mars 2015

sur

une proposition de loi 'modifiant le décret du 20 juillet 1831 concernant le serment à la mise en vigueur de la monarchie constitutionnelle représentative, en ce qui concerne la distanciation par rapport à la charia' (*Doc. parl.*, Chambre, 2014-2015, n° 54-0762/001)

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 57.007/AV
van 24 maart 2015

over

een wetsvoorstel 'tot wijziging van het decreet van 20 juli 1831 betreffende de eedaflegging bij de aanvang der grondwettelijke vertegenwoordigende monarchie, met betrekking tot het afstand nemen van de sharia' (*Parl.St.* Kamer 2014-15, nr. 54-0762/001)

Le 20 janvier 2015, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Président de la Chambre des représentants à communiquer un avis, dans un délai de soixante jours prorogé à septante-cinq jours (*), sur une proposition de loi 'modifiant le décret du 20 juillet 1831 concernant le serment à la mise en vigueur de la monarchie constitutionnelle représentative, en ce qui concerne la distanciation par rapport à la charia' (*Doc. parl.*, Chambre, 2014-2015, n° 54-0762/001).

La proposition de loi a été examinée par l'assemblée générale le 24 mars 2015. L'assemblée générale était composée de Yves KREINS, premier président, Marnix VAN DAMME, Pierre LIÉNARDY, Jo BAERT et Pierre VANDERNOOT, présidents de chambre, Jan SMETS, Martine BAGUET, Wilfried VAN VAERENBERGH, Jeroen VAN NIEUWENHOVE, Luc DETROUX, Bernard BLERO et Kaat LEUS, conseillers d'État, Jan VELAERS, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, Christian BEHRENDT et Johan PUT, assesseurs, et Michel FAUCONIER, greffier assumé et Wim GEURTS, greffier.

Les rapports ont été présentés par Xavier DELGRANGE, premier auditeur chef de section, Laurence VANCRAYEBECK, Frédéric VANNESTE et Tim CORTHAUT, auditeurs.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Jan SMETS.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 24 mars 2015.

---

(*) Cette prorogation résulte de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État qui dispose que le délai de soixante jours est prorogé à septante-cinq jours dans le cas où l'avis est donné par l'assemblée générale en application de l'article 85.

*

Op 20 januari 2015 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers verzocht binnen een termijn van zestig dagen verlengd tot vijfenzeventig dagen [(*)] een advies te verstrekken over een wetsvoorstel 'tot wijziging van het decreet van 20 juli 1831 betreffende de eedaflegging bij de aanvang der grondwettelijke vertegenwoordigende monarchie, met betrekking tot het afstand nemen van de sharia' (*Parl.St.* Kamer 2014-15, nr. 54-0762/001).

Het wetsvoorstel is door de algemene vergadering onderzocht op 24 maart 2015. De algemene vergadering was samengesteld uit Yves KREINS, eerste voorzitter, Marnix VAN DAMME, Pierre LIÉNARDY, Jo BAERT en Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitters, Jan SMETS, Martine BAGUET, Wilfried VAN VAERENBERGH, Jeroen VAN NIEUWENHOVE, Luc DETROUX, Bernard BLERO en Kaat LEUS, staatsraden, Jan VELAERS, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, Christian BEHRENDT en Johan PUT, assessoren, en Michel FAUCONIER, toegevoegd griffier en Wim GEURTS, griffier.

De verslagen zijn uitgebracht door Xavier DELGRANGE, eerste auditeur-afdelingshoofd, Laurence VANCRAYEBECK, Frédéric VANNESTE en Tim CORTHAUT, auditeurs.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Jan SMETS.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 24 maart 2015.

---

[(*)] Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State waarin wordt bepaald dat de termijn van zestig dagen verlengd wordt tot vijfenzeventig dagen in het geval waarin het advies gegeven wordt door de algemene vergadering met toepassing van artikel 85.

*

1. En application de l'article 84, § 3, alinéa 1er, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation s'est limitée à l'examen de la compétence de l'auteur de l'acte, du fondement juridique [1] et de l'accomplissement des formalités prescrites.

*

## I. PORTÉE DE LA PROPOSITION

2.1. La proposition vise tout d'abord à imposer aux membres de la Chambre des représentants et du Sénat, avant leur entrée en fonctions, de prêter le serment suivant (article 2 de la proposition de loi) :

> « Ik zweer de Grondwet en het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden na te leven [2] ».

2.2. En outre, les fonctionnaires de l'ordre judiciaire et administratif, les officiers et les sous-officiers des forces armées et, en général, tous les citoyens chargés d'un ministère ou d'un service public quelconque doivent, avant de commencer l'exercice de leurs fonctions, prêter le serment dans la teneur qui suit (article 3 de la proposition) :

> « Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du Peuple belge, et d'observer les dispositions de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ».

2.3. L'article 1er, alinéa 2, de la proposition prévoit explicitement qu'il s'agit de « l'exécution partielle de l'arrêt de la Grande Chambre de la Cour européenne des droits de l'homme du 13 février 2003, dans l'affaire *Refah Partisi contre Turquie*, paragraphe 123, où la Cour déclare que la loi islamique ou charia est incompatible avec les principes fondamentaux de la démocratie, tels qu'ils sont énoncés dans la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ».

## II. OBSERVATIONS GÉNÉRALES

### II.1. Quant au but assigné à la proposition et à son intitulé

3.1. Il faut souligner que la proposition ne peut être considérée comme donnant exécution à l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme du 13 février 2003 dans l'affaire *Refah Partisi*. En effet, cet arrêt traite de l'interdiction et de la dissolution d'un parti politique turc déterminé, et non de la prestation de serment de mandataires publics.

3.2. Par ailleurs, les modifications apportées par la proposition aux formules de serment ne font en aucune manière référence à une « distanciation à la charia », et ce, contrairement à ce que suggère l'intitulé de cette proposition.

---

[1] S'agissant d'une proposition de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

[2] Les versions française et allemande de ce serment font défaut dans la proposition.

II.2. Quant à la formule de serment

4.1. En ce qui concerne les membres de la Chambre des représentants et du Sénat (article 2 de la proposition), la proposition a pour objet d'instaurer la formule de serment suivante :

> « Ik zweer de Grondwet en het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden na te leven. »

4.2. En ce qui concerne les fonctionnaires du secteur public visés à l'article 3 de la proposition, la proposition a pour objet d'introduire la formule de serment suivante :

> « Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du Peuple belge, et d'observer les dispositions de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. »

4.3. Dans un avis antérieur, le Conseil d'État a indiqué que l'expression « lois du Peuple belge » a une signication matérielle et qu'elle vise forcément toutes les normes juridiques de l'ordre juridique belge, autrement dit non seulement les lois au sens formel, mais également les décrets des Conseils communautaires et régionaux, les arrêtés des Exécutifs communautaires et régionaux, les règlement des provinces et des communes etc. » [3]. Les traités internationaux, y compris la Convention européenne des droits de l'homme, auxquels les chambres législatives ont d'ailleurs donné leur assentiment, sont dès lors déjà visés par l'expression « lois du Peuple belge ». La modification de la formule de serment à l'article 3 de la proposition est par conséquent superflue.

4.4. C'est sous la réserve de ces observations que celles qui suivent sont formulées.

II.3. Quant au champ d'application personnel de la proposition

5.1. La proposition (article 3) a en outre pour objet de modifier le champ d'application personnel de l'article 2 du décret du 20 juillet 1831 'concernant le serment à la mise en vigueur de la monarchie constitutionnelle représentative'. L'obligation de prêter serment s'appliquerait à « (t)ous les fonctionnaires de l'ordre judiciaire et administratif, les officiers et les sous-officiers des forces armées et, en général, tous les citoyens chargés d'un ministère ou d'un service public quelconque ».

5.2. La question se pose de savoir si le législateur fédéral est encore compétent pour régler la prestation de serment de tous les fonctionnaires, y compris ceux des communautés et des régions, des administrations publiques qui en dépendent et des pouvoirs subordonnés locaux.

5.2.1. L'article 192 de la Constitution dispose :

> « Aucun serment ne peut être imposé qu'en vertu de la loi. Elle en détermine la formule ».

[3] Avis C.E. 39.284/3 du 8 novembre 2005 sur un avant-projet de décret 'betreffende de eed van de personeelsleden van de Vlaamse overheid' reprenant une observation de l'avis 15.065/8 - 15.066/8 du 9 décembre 1982 sur un avant-projet de décret 'houdende de eedaflegging van de leden van de Vlaamse Executieve'.

5.2.2. S'agissant d'un article original de la Constitution, on ne peut, au regard de l'article 19 de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', en déduire aucune réserve de compétence pour le législateur fédéral et il convient de vérifier si la compétence de déterminer la formule de serment n'a pas été transférée aux communautés et aux régions.

5.2.3. En ce qui concerne le personnel de l'administration des communautés et des régions, l'article 87, § 2, de la loi spéciale du 8 août 1980 dispose :

> « Chaque Gouvernement fixe le cadre du personnel de son administration et procède aux nominations. Ce personnel est recruté par l'intermédiaire du Secrétariat permanent de recrutement du personnel de l'État.
>
> Il prête serment, conformément aux dispositions légales, entre les mains de l'autorité que le Gouvernement désigne à cet effet ».

5.2.4. Il ressort de l'article 87, § 2, alinéa 2, de la loi spéciale du 8 août 1980 que l'attribution de compétence est expressément limitée par une réserve de compétence au profit de l'autorité fédérale en matière de serment [4]. Les membres du personnel de l'administration des gouvernements des communautés et des régions doivent, au moment de leur entrée en service, prêter serment « conformément aux dispositions légales ». Il ressort des avis rendus par le Conseil d'État [5] que dans l'état actuel du droit, on entend par les mots « conformément aux dispositions légales » à l'article 87, § 2, alinéa 2, « conformément au décret du 20 juillet 1831 ».

5.2.5. En ce qui concerne le personnel des organismes publics qui dépendent des communautés et des régions, il y a lieu de se référer à l'article 9 de la loi spéciale du 8 août 1980, qui dispose : « Dans les matières qui relèvent de leurs compétences, les Communautés et les Régions peuvent créer des services décentralisés, des établissements et des entreprises, ou prendre des participations en capital. (...) Le décret en règle la création, la composition, la compétence, le fonctionnement et le contrôle ». En vertu de cet article 9, les communautés et les régions sont compétentes pour régler le statut du personnel des organismes publics qui dépendent d'elles. La seule restriction qui était mentionnée dans l'article 9 précité jusqu'à la sixième réforme de l'État portait, par un renvoi à l'article 87, § 4, de la loi spéciale du 8 août 1980, sur les principes généraux du statut administratif et pécuniaire du personnel de l'État, déterminés par arrêté royal, qui restaient applicables de plein droit au personnel des communautés et des régions ainsi qu'à celui des personnes morales de droit public qui dépendent d'elles, à l'exception du personnel visé à l'article 17 (lire : l'article 24) de la Constitution [6]. Toutefois, cette restriction a

---

[4] Avis C.E. 39.284/3 du 8 novembre 2005 sur un avant-projet de décret 'betreffende de eed van de personeelsleden van de Vlaamse overheid'.

[5] Avis C.E.15.065/8 - 15.066/8 du 9 décembre 1982 sur un avant-projet de décret 'houdende de eedaflegging van de leden van de Vlaamse Executieve', *Doc. parl.*, Parl. fl., 1981-82, n° 54/2; avis C.E.22.523/8 du 6 juillet 1993 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement flamand du 24 novembre 1993 'houdende organisatie van het Ministerie van de Vlaamse gemeenschap en regeling van de rechtspositie van het personeel', *M.B.* 20 décembre 1993; avis C.E. 39.284/3 cité plus haut.

[6] L'arrêté royal du 22 décembre 2000 'fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'État applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent' était la concrétisation de cet article 87, § 4, de la loi spéciale du 8 août 1980. Selon l'article 1er, § 4, de l'arrêté royal du 22 décembre 2000, la qualité d'agent est sanctionnée par le serment prêté dans les termes fixés par l'article 2 du décret du 20 juillet 1831.

entre-temps été supprimée. Il revient dès lors aux communautés et aux régions de déterminer la formule de serment pour le personnel des organismes publics qui dépendent d'elles.

5.2.6. Enfin, en ce qui concerne le personnel des pouvoirs subordonnés, il y a lieu de renvoyer à l'article 6, § 1er, VIII, 1°, de la loi spéciale du 8 août 1980, par lequel la compétence en ce qui concerne « la composition, l'organisation, la compétence et le fonctionnement des institutions provinciales et communales et des collectivités supracommunales » est en principe attribuée aux régions. L'exposé des motifs indique à cet égard que « le statut du personnel provincial et communal » relève également de l'autonomie des régions [7]. Sur la base de cette disposition, il revient aux régions de déterminer la formule de serment du personnel des pouvoirs subordonnés.

5.2.7. Il convient dès lors d'adapter la proposition.

*

[7] Exposé des motifs, *Doc. parl.*, Sénat, 2000-01, n° 2-709/1, p. 8.

1. Met toepassing van artikel 84, § 3, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, heeft de afdeling Wetgeving zich beperkt tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, van de rechtsgrond,[1] alsmede van de te vervullen vormvereisten.

*

## I. STREKKING VAN HET VOORSTEL

2.1. Het voorstel strekt er vooreerst toe de leden van de Kamer van volksvertegenwoordigers en van de Senaat volgende eed te laten afleggen, alvorens ze hun ambt aanvaarden (artikel 2 van het wetsvoorstel):

> "Ik zweer de Grondwet en het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden na te leven."[2]

2.2. Daarnaast moeten de ambtenaren van het gerecht en van het bestuur, de officieren en onderofficieren van de gewapende macht en, in het algemeen, al de burgers belast met enig openbaar ambt of enige openbare dienst, alvorens ze met de uitoefening van hun bediening beginnen, de eed afleggen in de volgende bewoordingen (artikel 3 van het voorstel):

> "Ik zweer getrouwheid aan de Koning, gehoorzaamheid aan de Grondwet en aan de wetten van het Belgisch volk, en de bepalingen van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden na te leven."

2.3. In artikel 1, tweede lid, van het voorstel wordt uitdrukkelijk gesteld dat het gaat om de "gedeeltelijke uitvoering van het arrest van de Grote Kamer van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens van 13 februari 2003, in de zaak van *Refah Partisi tegen Turkije*, paragraaf 123, waarin het Hof verklaart dat de islamitische wet of sharia onverenigbaar is met de fundamentele beginselen van de democratie, zoals die worden verwoord door het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden".

## II. ALGEMENE OPMERKINGEN

### II.1. Opzet van het voorstel en van het opschrift

3.1. Er dient te worden benadrukt dat het voorstel niet kan worden beschouwd als de uitvoering van het arrest van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens van 13 februari 2003 in de zaak *Refah Partisi*. Dat arrest heeft immers betrekking op het verbieden en het ontbinden van een welbepaalde Turkse politieke partij, en niet op de eedaflegging van openbare gezagsdragers.

---

[1] Aangezien het om een wetsvoorstel gaat, wordt onder "rechtsgrond" de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

[2] De Franse en Duitse versies van deze eed ontbreken in het voorstel.

3.2. Voorts refereren de bij het voorstel aangebrachte wijzigingen aan de eedformules geenszins aan "een distantiëring van de sharia" in tegenstelling met wat het opschrift van dit voorstel doet veronderstellen.

## II.2. De eedformule

4.1. Wat de leden van de Kamer van volksvertegenwoordigers en van de Senaat betreft (artikel 2 van het voorstel) strekt het voorstel ertoe de volgende eedformule in te voeren:

> "Ik zweer de Grondwet en het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden na te leven."

4.2. Wat de leden van het overheidspersoneel in het artikel 3 van het voorstel betreft, strekt het voorstel ertoe de volgende eedformule in te voeren:

> "Ik zweer getrouwheid aan de Koning, gehoorzaamheid aan de Grondwet en aan de wetten van het Belgisch volk, en de bepalingen van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden na te leven."

4.3. In een eerder advies heeft de Raad van State aangegeven dat "de uitdrukking 'wetten van het Belgisch volk' (…) een materiële betekenis heeft" en dat er "uiteraard alle rechtsvoorschriften van de Belgische rechtsorde mee [worden] bedoeld, met andere woorden niet alleen de wetten in de formele zin maar ook de decreten van de Gemeenschaps- en de Gewestraden, de koninklijke besluiten, de besluiten van de Gemeenschaps- en Gewestexecutieven, de verordeningen van de provincies en de gemeenten enzovoort".[3] Ook de internationale verdragen, inclusief het Europees Verdrag over de rechten van de mens, waaraan de wetgevende kamers overigens bij wet hun instemming hebben verleend, zijn dus reeds begrepen in de uitdrukking "wetten van het Belgisch volk". De wijziging van de eedformule in artikel 3 van het voorstel is dan ook overbodig.

4.4. Het is onder voorbehoud van die opmerkingen dat de volgende opmerkingen worden geformuleerd.

## II.3. Het personele toepassingsgebied van het voorstel

5.1. Het voorstel (artikel 3) strekt er ook toe het personele toepassingsgebied van artikel 2 van het decreet van 20 juli 1831 'betreffende de eedaflegging bij de aanvang der grondwettelijke vertegenwoordigende monarchie' te wijzigen. De verplichting om de eed af te leggen zou gelden voor "[a]l de ambtenaren van het gerecht en van het bestuur, de officieren en onderofficieren van de gewapende macht en, in het algemeen, al de burgers belast met enig openbaar ambt of enige openbare dienst".

---

[3] Adv.RvS 39.284/3 van 8 november 2005 over een voorontwerp van decreet 'betreffende de eed van de personeelsleden van de Vlaamse overheid' waarin een opmerking overgenomen wordt uit het advies 15.065/8 - 15.066/8, gegeven op 9 december 1982 over een voorontwerp van decreet 'houdende de eedaflegging van de leden van de Vlaamse Executieve'.

5.2. De vraag rijst of de federale wetgever nog steeds bevoegd is om de eedaflegging van alle ambtenaren te regelen, inclusief deze van de gemeenschappen en de gewesten, van de openbare besturen die ervan afhangen en van de lokale ondergeschikte besturen.

5.2.1. Artikel 192 van Grondwet bepaalt:

> "Geen eed kan worden opgelegd dan krachtens de wet. Deze stelt de formule vast."

5.2.2. Nu het gaat om een oorspronkelijk grondwetsartikel kan hieruit, in het licht van artikel 19 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen', geen bevoegdheidsvoorbehoud voor de federale wetgever worden afgeleid en dient te worden nagegaan of de bevoegdheid om de eedformule te bepalen, niet is overgedragen aan de gemeenschappen en de gewesten.

5.2.3. Wat het personeel van de administratie van de gemeenschappen en de gewesten betreft, bepaalt artikel 87, § 2, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980:

> "Iedere Regering stelt de personeelsformatie vast van haar administratie en doet de benoemingen. Dit personeel wordt aangeworven door bemiddeling van het Vast Secretariaat voor werving van het Rijkspersoneel.
>
> Het legt de eed af overeenkomstig de wettelijke bepalingen, in handen van de overheid die de Regering daartoe aanwijst."

5.2.4. Uit artikel 87, § 2, tweede lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 blijkt dat de bevoegdheidstoewijzing uitdrukkelijk begrensd is door een federaal bevoegdheidsvoorbehoud inzake de eed.[4] De personeelsleden van de administraties van de regeringen van de gemeenschappen en gewesten moeten bij hun indiensttreding de eed afleggen "overeenkomstig de wettelijke bepalingen". Uit de adviespraktijk van de Raad van State[5] blijkt dat met de woorden "overeenkomstig de wettelijke bepalingen" in artikel 87, § 2, tweede lid, in de huidige stand van het recht bedoeld wordt "overeenkomstig het decreet van 20 juli 1831".

5.2.5. Wat het personeel van de openbare instellingen die van de gemeenschappen en gewesten afhangen betreft, dient te worden verwezen naar artikel 9 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, dat bepaalt: "In de aangelegenheden die tot hun [bevoegdheden] behoren, kunnen de Gemeenschappen en de Gewesten gedecentraliseerde diensten, instellingen en ondernemingen oprichten of kapitaalsparticipaties nemen. (…) Het decreet regelt hun oprichting, samenstelling, bevoegdheid, werking en toezicht." Krachtens dit artikel 9 zijn de gemeenschappen en de gewesten bevoegd om het statuut van het personeel van de openbare instellingen die van hen afhangen te regelen. De enige beperking die tot voor de Zesde Staatshervorming in het genoemde artikel 9 was opgenomen, door de verwijzing naar artikel 87, § 4, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, had betrekking op de bij koninklijk besluit

[4] Adv.RvS 39.284/3 van 8 november 2005 over een voorontwerp van decreet 'betreffende de eed van de personeelsleden van de Vlaamse overheid'.

[5] Adv.RvS 15.065/8 - 15.066/8 van 9 december 1982 over een voorontwerp van decreet 'houdende de eedaflegging van de leden van de Vlaamse Executieve', *Parl.St.*, Vl. Parl., 1981-82, nr. 54/2; adv.RvS 22.523/8 van 6 juli 1993 over een ontwerp dat heeft geleid tot het besluit van de Vlaamse Regering van 24 november 1993 'houdende organisatie van het Ministerie van de Vlaamse gemeenschap en regeling van de rechtspositie van het personeel', *B.S.* 20 december 1993'; adv.RvS 39.284/3, hiervoor vermeld.

bepaalde algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van het Rijkspersoneel die van rechtswege van toepassing bleven op het personeel van de gemeenschappen en de gewesten, evenals op het personeel van de publiekrechtelijke rechtspersonen die afhangen van de gemeenschappen en de gewesten, met uitzondering van het personeel bedoeld in artikel 17 (lees: artikel 24) van de Grondwet.[6] Die beperking is inmiddels evenwel opgeheven. Het komt dan ook aan de gemeenschappen en gewesten toe om de eedformule te bepalen voor het personeel van de openbare instellingen die van hen afhangen.

5.2.6. Wat ten slotte het personeel van de ondergeschikte besturen betreft, dient te worden verwezen naar artikel 6, § 1, VIII, 1°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, waarbij de bevoegdheid inzake "de samenstelling, organisatie, bevoegdheid en werking van de provinciale en gemeentelijke instellingen en van de bovengemeentelijke besturen", in beginsel, wordt toegekend aan de gewesten. In de memorie van toelichting wordt daarbij gesteld dat ook "het statuut van het provinciaal en gemeentelijk personeel" tot de autonomie van de gewesten behoort.[7] Op grond van deze bepaling komt het aan de gewesten toe om de eedformule van het personeel van de ondergeschikte besturen te bepalen.

5.2.7. Het voorstel dient dan ook te worden aangepast.

| LE GREFFIER – DE GRIFFIER | LE PREMIER PRÉSIDENT – DE EERSTE VOORZITTER |
|---|---|
| Wim GEURTS | Yves KREINS |

[6] Het koninklijk besluit van 22 december 2000 'tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen', was de concretisering van dit artikel 87, § 4, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980. Luidens artikel 1, § 4, van het koninklijk besluit van 22 december 2000, wordt de hoedanigheid van ambtenaar bekrachtigd door de eed die wordt afgelegd in de termen bepaald bij artikel 2 van het decreet van 20 juli 1831.

[7] Memorie van toelichting, *Parl.St.* Senaat 2000-01, nr. 2-709/1, 8.